

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX: 0,60 NF

N° 129 - 29 Décembre 1962

*Meilleurs vœux pour 1963*

## De Gaulle va choisir sa force de frappe

Ils sont encore trop peu nombreux...



(A.G.P.)

... ceux qui peuvent profiter des vacances d'hiver pour fuir les villes et se détendre par dix jours de sports d'hiver. D'année en année un nombre croissant d'adultes et d'enfants se ruent dans les gares pour gagner les Alpes, les Pyrénées ou le Massif Central.

Mais le développement

continue des grandes agglomérations urbaines pose de plus en plus le problème des loisirs et de la détente dans les sociétés industrielles modernes.

Or c'est encore une minorité, même parmi les enfants, qui peut profiter des vacances pour gagner les champs de neige...

### 2 SOLUTIONS :

elle sera, soit intégrée et moderne soit indépendante et anachronique.

### UNE PREMIÈRE CONCLUSION :

de toute façon, elle nous coûtera très, très cher...

(Page 5)

### LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE :

un ensemble hétéroclite de joies saines, d'agapes, mais aussi d'une misère qui ignore le calendrier.

(Pages 6-7)

### Menace sur les mouvements de jeunes :

*le pouvoir cherche à éliminer certaines organisations.*

(Page 3)

### La stratégie sociale du régime

(Page 4)

### CINEMA :

### LE PROCÈS d'Orson WELLES

(Page 11)



# BILAN D'HIER, TÂCHES DE DEMAIN

**V**OICI notre dernier numéro de l'année. L'actualité politique, après les péripéties qui ont marqué les derniers mois en France, nous laisse quelque répit. Mettons celui-ci à profit pour jeter un regard en arrière et dresser un rapide bilan de notre action, avant d'envisager nos tâches des prochains mois.

Si nous avions eu ici quelque tendance à tomber trop facilement dans la satisfaction de soi, nos militants et nos lecteurs nous auraient vite rappelé à l'ordre : notre courrier, plus abondant de semaine en semaine, témoigne de leur lucidité et de leur vigilance salutaires. Aussi pouvons-nous assurer que nous n'ignorons pas les défauts et les insuffisances de notre Parti : nos effectifs sont encore beaucoup trop faibles, la répartition de nos forces est fort inégale, le recrutement en milieu ouvrier et en milieu rural n'a pas été poussé autant qu'on l'eût souhaité, l'organisation, même compte tenu de la médiocrité de nos ressources, pourrait souvent être plus efficace, la jeunesse et l'ardeur d'un grand nombre de nos adhérents ne compensent pas toujours leur manque d'expérience politique, le ton de nos débats, de nos publications, de notre propagande manque trop souvent de netteté et de simplicité. Bref, nous avons des efforts considérables à faire et, tout d'abord, des efforts sur nous-mêmes, les plus difficiles peut-être.

Mais nous avons aussi le droit de dire que les événements des derniers mois, loin de nous laisser abattus et découragés par l'ampleur de la tâche, sont pour nous un stimulant.

Peut-être ne songe-t-on pas assez souvent que notre entreprise même pouvait paraître une sorte de défi, un pari impossible à tenir.

Le régime gaulliste, instauré dans l'équivoque et dans la peur, a réussi au premier référendum à se faire légitimer par 80 % du corps électoral. Or nous avons constitué un parti qui s'est affirmé résolument anti-gaulliste, sans craindre d'aller à contre-courant. C'est au moment même où tant de voix se faisaient entendre pour proclamer le discrédit de tous les partis, pour contester même la notion de parti, que nous avons entrepris de fonder un nouveau parti. Pour nous faire entendre à l'occasion des consultations par référendum, nous n'avons même pas disposé de la petite place que le régime a bien voulu concéder aux partis représentés au Parlement.

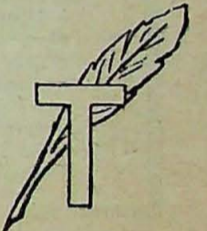
Aussi de bonnes âmes ont-elles souvent annoncé l'échec de notre tentative. A la veille des élections législatives, où nous étions de surcroît frappés d'un handicap redoutable pour un parti nouveau et encore faible, le mode de scrutin majoritaire, on a volontiers affecté à gauche aussi bien qu'à droite de tenir le P.S.U. pour à peu près inexistant. On considérait, ou on affectait de considérer, que l'épreuve nous serait fatale.

Or nous l'avons surmontée, beaucoup mieux que la plupart de ceux qui parlaient du P.S.U. sur un ton faussement apitoyé. Et ce qui compte, plus encore que nos résultats, suffisamment commentés ici même pour que nous nous dispensions d'y revenir aujourd'hui, c'est que la consultation électorale a créé une situation nouvelle beaucoup plus favorable à notre action et à notre déve-

loppement. L'évolution du régime gaulliste, conforme à nos prévisions, a eu pour première conséquence la condamnation des attitudes équivoques. Ce sont les partis du double jeu qui ont été le plus sévèrement atteints par les élections législatives. Les partis sont contraints aujourd'hui à un choix plus net : il faut être avec de Gaulle, aussi inconditionnellement que l'U.N.R., ou contre lui, aussi résolument que nous-mêmes nous l'avons été dès le début.

L'autre conséquence des scrutins d'octobre et de novembre, c'est que l'opposition franche est devenue plus importante et qu'elle est dans l'obligation de s'unir. Et cela encore, ce fut, dès l'origine, le langage que nous avons tenu. L'opinion de gauche, et l'opinion ouvrière en particulier, serait sévère pour ceux qui tarderaient à tirer cette leçon des derniers événements de politique intérieure. Les offensives prochaines du pouvoir feront apparaître chaque jour davantage la nécessité de cette union, pour les organisations syndicales comme pour les partis.

C'est dire que la situation nouvelle, avec tous les périls qu'elle comporte, a créé aussi des conditions plus favorables à l'action de notre parti. C'est tout à la fois un encouragement pour chacun de nos militants et une obligation de faire tout ce qui dépend de nous-mêmes pour porter remède aux insuffisances et aux défauts de notre organisation et pour travailler de toute notre ardeur au développement de notre parti.



## LA POLITIQUE D'INTÉGRATION DU POUVOIR GAULLISTE MENACE LES MOUVEMENTS DE JEUNES

**L**E Congrès de la F.E.N., le C.C.N. de F.O., le Bureau de la C.G.T., enfin, la C.F.T.C., viennent, à la suite du M.S.U.D. de dénoncer, avec plus ou moins de netteté, les dangers que la politique d'intégration à l'appareil d'Etat esquissée par le pouvoir gaulliste fait courir au mouvement ouvrier. Sous le couvert « moderne » (un mot très prisé) d'une Assemblée économique et sociale dotée de pouvoirs (!) les réformateurs gouvernementaux visent finalement la destruction des organisations syndicales indépendantes, leur éclatement, et il est aisé d'imaginer à quelles fins.

### L'« institutionnalisation ».

Les dangers qui menacent les organisations de jeunesse paraissent moindres : d'abord les tentatives d'absorption sont beaucoup plus diffuses. Ensuite comme lesdites organisations ne jouent pas, par rapport au mouvement ouvrier (et de loin) le rôle des syndicats, la question de leur indépendance ou non apparaît secondaire. Enfin la complicité de plusieurs d'entre elles, complicité naturelle, nous le verrons, cautionne une orientation qu'elle font apparaître comme « efficace » aux yeux de l'opinion.

La menace la plus proche est celle d'une « institutionnalisation » des organisations. Pour la comprendre, rappelons qu'il existe *grosso modo* deux types d'organisations : les mouvements et les institutions. Les mouvements d'éducation, des loisirs (politiques, confessionnels, laïques) proposent à leurs adhérents, à partir d'une option fondamentale une formation globale, voire une action militante. Les institutions gèrent un équilibre et pour les cas où elles rassemblent directement des adhérents,

pratiquent des activités à base technique. Une opposition au pouvoir, ainsi se manifestera plus spontanément dans un mouvement que dans une institution.

La V<sup>e</sup> République la ressentit dès sa naissance : les mouvements réagirent rapidement aux menaces de création d'un ministère de la jeunesse. M. Herzog ne devait jamais l'oublier. Dès sa première année d'exercice il manifestait son intérêt aux institutions et particulièrement aux Maisons de Jeunes. Neutres, cogérées par les représentants des Pouvoirs Publics (1/2 des sièges plus un droit de veto), des adhérents (1/2 des sièges), offrant des techniciens de loisirs, elles constituaient un terrain sûr, un terrain où le Haut-Commissariat pouvait aisément peser.

De ce type d'installation il fit un modèle et le principe de la « cogestion » fut retenu pour morceler les influences des mouvements : ainsi naquirent COGEDEP, COTRAVAUX, COACCUEIL.

### Institution d'Etat ?

Aujourd'hui, au Haut-Commissariat, l'on fait des Maisons de Jeunes l'exemple d'un mouvement efficace. Mieux : la synthèse du mouvement et de l'institution, donc la démonstration de l'inutilité de la diversification. Et ce qui se dessine actuellement, à propos des Auberges de la Jeunesse est symptomatique.

En 1956 les différentes associations ajistes se réunissaient en congrès et décidaient l'unité : ainsi naquit sur les bases d'un compromis la Fédération Unie des Auberges de la Jeunesse (F.U.A.J.). Au moment de la bataille

contre la loi Debré des associations régionales de la F.U.A.J. firent cause commune avec le C.N.A.L. La Ligue française (!) pour les Auberges de la Jeunesse profita de cette occasion pour rompre l'accord. M. Herzog saisit de l'« affaire » arbitra le différend... en faveur de la F.U.A.J., mais n'en rétablit pas moins les subventions de la Ligue. Depuis, la L.F.A.J. vivait sans plus attirer l'attention. En mai dernier, un décret désignait pour le Haut-Comité de la Jeunesse, aux côtés d'autres organisations, représentatives, elles, un représentant de la F.N.E.F. (opération anti-U.N.E.F.) un représentant de la Ligue (opération anti-F.U.A.J.). Toutes les organisations regroupées dans le GEROJEP refusèrent alors de siéger. Il n'y eut pas — il n'y a toujours pas eu de réunion du Haut-Comité. Pour tourner la difficulté une opération moins spectaculaire mais plus habile s'esquissa : la demande de réintégration de la Ligue de la F.U.A.J., à la suite d'une table ronde des différentes tendances ajistes, arbitrées... une seconde fois par M. Herzog ! L'argument avancé est que la F.U.A.J. a pris des positions ne correspondant pas au contrat passé lors de sa constitution, qu'il lui faut se « neutraliser ». Bref en venir à l'institution pure et simple.

Que les auberges, traditionnellement de gauche, soient les premières visées ne surprendra guère. Ce qui surprendra c'est le rôle de la Fédération Française des Maisons de Jeunes : non seulement elle soutient la manœuvre actuelle mais ses positions répondent comme un son de cloche à toutes les initiatives du Haut-Commissaire. Comble d'ironie : avec l'appui toujours de la F.F.M.J.C., la Ligue a posé sa candidature pour entrer... au G.E.R.O.J.E.P. A quand la F.N.E.P. ?

### Les cadres

Verrons-nous réapparaître l'ancien projet d'André Morice réclamant la subvention à 100 pour 100 des A.J. moyennant une totale institutionnalisation ? En attendant un autre projet dont on parle beaucoup est celui d'un Centre National de Formation des Cadres, proposition faite par le représentant de la F.F.M.J.C. Le Haut-Commissariat, les municipalités, les ministères intéressés financeraient un Fonds de Coopération lequel « aiderait » les mouvements à préparer leurs responsables. Ainsi s'établirait la base, par le truchement d'une installation commune, d'une formation commune. Une fois de plus notons que cette solution « technique » est à double tranchant, qu'elle palliera peut-être (voire) l'absence d'installations prévues à cet effet, mais qu'elle placera entre les mains du Haut-Commissariat (car cela sera sans doute une cogestion) un important moyen de pression. La formation de leurs cadres par chaque organisation est la première condition de leur indépendance.

L'Etat n'a pas à intervenir ici. Ici aussi comme pour les syndicats, « briser les anciennes structures » dans le langage néo-gaulliste signifie éliminer les organisations non-alignées sur le pouvoir. Nous devons nous montrer vigilants et dénoncer publiquement les marchandages de couloirs : nous devons engager publiquement une action de défense des mouvements indépendants.

**Emile Copfermann.**

1) Mouvements d'usagers, « puristes » du camping comme la F.N.E.F. est « puriste » de la défense étudiante.

## Débat éclair sur le budget :

### la force de frappe entraîne une nouvelle augmentation des dépenses militaires

La discussion parlementaire sur le budget de 1963 a été scindée en deux temps : d'abord — c'est ce qui vient d'avoir lieu — l'examen des recettes et des grandes masses de dépenses ; ensuite, l'étude des fascicules de dépenses, qui aura lieu seulement au cours d'une session spéciale, en janvier et février.

L'Assemblée nationale n'aura guère consacré, avant de se séparer, qu'une douzaine d'heures à cet examen, qui est cependant une des activités essentielles d'un Parlement. Encore faut-il noter que cette brève discussion n'a eu aucun éclat et aucune ampleur. On a beaucoup discuté sur la surtaxation du whisky, du gin et de la vodka. Il y a eu des entretiens de couloirs nombreux pour ajuster les exigences des divers éléments de la majorité, qui divergent sur des points de détail. Mais à aucun moment les interventions ne semblent s'être élevées au niveau d'une contestation des choix fondamentaux qui sont à la base de l'établissement d'un budget et qui marquent l'orientation de toute une politique, économique et sociale aussi bien que financière. Il faut bien avouer que l'opposition porte elle aussi une part de responsabilité : les interventions de ses porte-parole ont ressemblé davantage à de simples explications de vote qu'à des exposés d'ensemble comportant à la fois la critique du budget et la présentation de contre-propositions. Cet effacement contribue lui aussi, autant que l'action du pouvoir, à un dangereux effacement des assemblées parlementaires.

Sans entrer ici dans des détails techniques, relevons au moins

quelques traits particulièrement importants.

On doit noter surtout l'augmentation des dépenses militaires. Celles-ci avaient été fixées, dans le budget initial de 1962 à 17 milliards 299 millions de NF. Ce chiffre a été élargi en cours d'année puisque, après les votes de deux « collectifs » (c'est-à-dire de mesures d'adaptation en cours d'exercice), elles se sont élevées à 17 milliards 743 millions de NF : soit 444 millions de NF en plus. Une nouvelle progression est enregistrée dans le budget de 1963, puisque ces dépenses y sont évaluées à 18 milliards 486 millions de NF, soit donc encore 743 millions de NF de plus.

Or il eût semblé logique que la fin de la guerre d'Algérie, en particulier la démobilisation d'environ 250.000 hommes, se traduise par une diminution sensible. Celle-ci a été évaluée à environ 1 milliard 200 millions de NF. On est donc fondé à dire que l'augmentation des dépenses ajoutée aux économies consécutives à la fin de la guerre d'Algérie constituent en fait une masse de plus de 2 milliards de NF. Celle-ci s'explique essentiellement par les projets de « force de frappe ». Au moment même où les entretiens des Bahamas entre Kennedy et Macmillan soulignent la vanité de telles entreprises pour des nations européennes, notre gouvernement et sa majorité n'hésitent pas à poursuivre leur politique de Don Quichotte.

Autre caractéristique de la loi de Finances : l'aide aux sociétés nationales pour le financement de leurs travaux est encore diminuée. Celui-ci sera assuré à la fois par

des majorations de leurs prix (donc aux dépens des usagers et consommateurs) et par des emprunts.

Enfin, on notera que la construction de logements, surtout celle de logements « sociaux », qui stagne ou même recule depuis quelques années, est encore sacrifiée. Du fait de l'importance de la part réservée aux rapatriés d'Algérie — mesure dont on ne conteste pas la nécessité — il y aura cette année encore moins d'H.L.M. disponibles pour les Français qui étaient déjà en quête d'un logis.

Pour passer au plan de la politique proprement dite, on notera que le projet de budget a été adopté par 310 voix contre 122. Le gouvernement a eu donc 42 voix de plus que lors de sa présentation le 13 décembre, et l'opposition 6 seulement. Ainsi se trouve confirmée notre prévision : les abstentionnistes du premier scrutin n'étaient que de prudents attentistes, et leur ralliement à la majorité ne pouvait faillir. Autrement dit, les groupes du centre renoncent très vite à garder leurs distances et il ne faut guère escompter de les voir constituer une force d'opposition. La vigueur avec laquelle le M.R.P. opposait, au printemps dernier, ses conceptions « européennes » de la défense à « la force de frappe nationale » s'est vite épuisée. Au Parlement, comme dans le pays, les regroupements tendent à se faire selon un schéma assez simple : partisans du régime et ralliés, opposants résolus au régime, droite et gauche.

P. L.

## Lettre ouverte à M. Alain Peyrefitte ministre de l'Information

Au cours du débat budgétaire, à propos de la R.T.F., vous avez, Monsieur le Ministre, prononcé des mots qui ont mis l'accent sur le véritable sens du malaise persistant qui paralyse le grand établissement dont vous avez la responsabilité !

En fait, à vous écouter, on se demandait si vous croyez vraiment aux idées — excellentes — que vous développez à la tribune. Car enfin, quel aveu n'est-il pas sorti de votre bouche lorsque vous dites (citation absolue textuelle) :

« Des sondages d'opinion ont montré que le monopole dont jouit la R.T.F. était devenu une espèce de fiction juridique, les auditeurs français préférant écouter les stations périphériques plutôt que l'une des quatre chaînes de la radio nationale... »

Seulement, lorsque vous passez à la démonstration des raisons pour lesquelles le public français affiche une telle désaffection à l'égard de la radiodiffusion nationale, malgré une énumération limitative, quoique juste, des défauts de la R.T.F., vous feignez d'oublier que l'établissement est entre les mains de vos amis politiques depuis 1958. Vos idées de réforme sont bonnes, Monsieur le Ministre, quoique insuffisantes à notre égard, mais pourquoi vous-même, lorsque vous fûtes une première fois ministre de l'Information, et vos amis U.N.R. par ailleurs, avez-vous laissé s'installer ce monstre de contradiction qu'est l'actuel statut de la R.T.F. ?

« En ce qui concerne le problème technique de la gestion, je dis dès maintenant qu'il faut s'orienter vers une plus grande autonomie », dites-vous. Bon. Nous vous suivrons si, dans votre pensée, autonomie veut bien dire : droit de se gouverner ou de s'administrer librement. Oh ! nous n'irons pas jusqu'à vouloir que la R.T.F. n'ait aucun contrôle de la collectivité, ni même du gouvernement ; cependant, la désaffection que signalent les sondages d'opinion, et que vous avez jugé bon de mentionner

courageusement à la tribune du Parlement, vient précisément de l'impression — mais est-ce seulement une impression ? — que le public ressent d'avoir, en la R.T.F., une radio essentiellement et strictement gouvernementale. Or, depuis 1958, vous savez, Monsieur le Ministre, que le gouvernement s'appareille étroitement à un parti que vous connaissez bien, l'U.N.R.

Un orateur, M. Boinvilliers, a parlé d'inflation de personnel. En réalité, il y a surtout une mauvaise utilisation de certains personnels. Et il y a aussi beaucoup trop de journalistes, surtout, qui sont payés largement par la R.T.F., et qui s'affairent dans les cabinets ministériels de vos amis. Enfin, qui sont sensés s'occuper, car leurs affaires personnelles doivent probablement passer avant les affaires de l'Etat ! Quelques chiffres illustrent l'inflation dénoncée : 6.000 personnes en 1958, 9.596 en 1961, mille de plus en 1962 et, en 1963, il y en aura 11.059. Bien sûr, la V<sup>e</sup> République paie les services rendus, mais, tout de même, plus de cinq mille...

#### Suggestions pour la R.T.F.

Et cependant, Monsieur le Ministre, si certains services sont pléthoriques, d'autres sont, par contre, ridiculement amenuisés.

Mais le mal est peut-être ailleurs. Comme le poisson qui se gâte à partir de la tête, c'est là qu'il faut aller voir.

Je ne puis continuer à dresser ce réquisitoire, il me faudrait trop de place. Mais si vous voulez lever le scepticisme de l'opinion publique française à l'égard de la R.T.F. et devenir un homme d'Etat qui laissera un nom apprécié, alors, Monsieur le Ministre, le champ des solutions courageuses vous est ouvert :

1) A l'autonomie administrative et financière, ajoutez l'autonomie politique (on peut admettre un certain droit du gouvernement) ;

2) Abolissez le titre de ministre de l'Information. Les ministères de l'Information font trop penser à l'information dirigée. Depuis le fascisme, l'hitlérisme et Vichy, les Français n'aiment pas cela ;

3) Associez les journalistes (ils ont des syndicats très représentatifs) à la mise en ordre de l'organigramme ;

4) Faites, par exemple, de la direction des « Journaux parlés et télévisés », une véritable exploitation de presse, débarrassée du carcan contraignant de l'Administration (ce qui n'exclut pas ordre et contrôle) ; quant aux programmes artistiques, confiez-les à des responsables qualifiés ;

5) Ouvrez toutes grandes les portes des studios à toutes les tendances politiques et intellectuelles. Si vous êtes convaincu de la force de vos convictions, qu'avez-vous à craindre ? Un seul impératif s'impose : la correction des propos et l'honnêteté des arguments. Ceci est valable tant pour la politique que pour l'artistique.

Il y a bien des choses à faire encore, mais si seulement vous acceptiez de prendre à votre compte ces cinq suggestions, et les appliquez, alors que le nom de vos prédécesseurs seront oubliés depuis longtemps — ils le sont déjà — le vôtre sera associé à ceux des pionniers qui ornent les frontons des centres de radio : Maurice Bourdet, Brossolette, etc.

Et si vous échouiez, ce serait alors la faute de votre parti, l'U.N.R., puisque ce dernier est majoritaire, tant à l'Assemblée nationale qu'au gouvernement.

Hélas ! c'est pourquoi, Monsieur le Ministre, je crois qu'en définitive vous aurez encore l'occasion de déplorer « la préférence qu'ont les auditeurs français pour les postes périphériques... » et vous resterez ministre de l'Information dirigée.

Tant pis.

Bertrand RENAUDOT.

DANS une interview accordée au journal danois B.T., M. Christian Fouchet, nouveau ministre de l'Education nationale, a déclaré : « Nous sommes socialistes, nous sommes beaucoup plus orientés vers la gauche. Dans le domaine économique et social, nous sommes sur certains points capables d'aller aussi loin que les communistes. »

A la réflexion, il n'y a là rien de bien surprenant. Après la démagogie sociale du premier ministre à la tribune de l'Assemblée nationale, M. Christian Fouchet, qui a été ministre de l'Information où il s'est illustré par des mesures ridicules envers des journalistes de la R.T.F. (interdiction de « Faire face », lance à présent le dernier slogan de la propagande du Pouvoir : le gaullisme socialiste. Après le gaullisme de gauche, voici le gaullisme d'extrême-gauche. M. Christian Fouchet applique la théorie d'un célèbre spécialiste de la propagande : « Plus le mensonge est gros, plus il a de chance d'être cru. »

#### Plus le mensonge est gros

En attendant les grandes réalisations promises solennellement par le premier ministre, rappelons les dernières applications « socialistes » du régime.

L'armée utilisée pour briser les grèves au dépôt de bus « Michélet », à Saint-Ouen. Treize ouvriers, considérés comme meneurs, sont mis à pied. Bel exemple de politique sociale. Hausse dans tous les secteurs : hausse du sucre, de l'huile, de la margarine, des loyers H.L.M. (10 %). Relèvement de 20 % du prix des journées dans les hôpitaux parisiens. L'indice du coût de la vie a augmenté de 0,9 d'octobre à novembre et de 4,3 de 1961 à 1962. Et si nous avions encore des doutes sur les bonnes intentions du régime, voici quelques détails sur le budget 1963 :

Education nationale, 13,9 % du budget général.

Santé publique, 2,4 % du budget général.

En revanche, en dépit de la fin de la guerre d'Algérie, les dépenses militaires, entendez force de frappe, sont majorées de 7,2 et atteignent 30 % du budget général.

Est-ce là un budget social ?

#### De Mussolini à l'U.N.R.

L'histoire est truffée de semblables procédés. On peut dire sans schématisme que plus un régime est réactionnaire, plus il se réclame du « progrès social » clé de toutes les propagandes électorales de droite. Cette démagogie vise simplement au grand mutisme du pays. Quant aux réalisations sociales du régime, elles n'existent pas. Y aurait-il, d'ailleurs, quelques réalisations de façade qu'elles ne seraient pas un critère d'appréciation.

En effet, Mussolini n'a-t-il pas, dans sa politique de grands travaux, donné de la terre aux paysans ? Le Reich n'a-t-il pas, dans son industrialisation intense, mis fin à la crise économique du pays et donné du travail aux ouvriers ?

S'il est facile de se réclamer du « socialisme », il est beaucoup plus délicat de procéder à une refonte sociale du pays.

Serons-nous ces ouvriers dont parle Lénine, qui acceptent un total asservissement pour avoir reçu « un plat de lentilles » ?

Le socialisme de l'U.N.R. est le « socialisme » du plat de lentilles.

Dominique LAURY.

KENNEDY CONTRE-ATTAQUE ET MET LES EUROPÉENS AU PIED DU MUR

# Macmillan se résigne, de Gaulle réfléchit

## mais la paix n'a certainement rien à y gagner

EN politique réaliste, Kennedy a tiré les leçons de deux événements récents : le Conseil ministériel de l'Alliance atlantique et les entretiens de Gaulle-Macmillan, de Rambouillet. Washington a, en effet, des points de vue diamétralement opposés aux résultats effectivement enregistrés lors de ces deux réunions. Au Conseil de l'O.T.A.N., Anglais et Français avaient, en fait, à nouveau manifesté leur volonté de développer leur force de frappe nationale. A Rambouillet, de Gaulle avait renouvelé les objections à l'entrée de la Grande-Bretagne au Marché commun. Or, les Américains sont contre la multiplication des forces atomiques nationales et pour l'unité européenne, notamment par l'entrée des Anglais chez les « Six ».

Kennedy a donc profité de la rencontre des Bahamas avec Macmillan pour mener en ce sens sa contre-offensive à l'égard des Européens, en l'occurrence Anglais et Français.

### De « Skybolt » à « Polaris »

Le successeur d'Eisenhower s'y est habilement pris. Il est, en effet, parti du problème « Skybolt ». A la suite d'un accord conclu en 1960 avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne comptait sur cette fusée américaine pour équiper, à partir de 1964, ses bombardiers « Vulcain ». Or, au début de décembre, Washington informait brusquement Londres que, pour des raisons à la fois techniques et financières, la production des « Skybolt » était arrêtée. Cette initiative a aussitôt provoqué une vive émotion outre-Manche, car elle mettait, du même coup, en cause l'arme de dissuasion britannique.

En partant pour les Bahamas, Macmillan espérait néanmoins faire revenir les Etats-Unis sur leurs intentions. Kennedy demeura intraitable : Washington renouait au « Skybolt », sauf si la Grande-Bretagne partageait les frais, c'est-à-dire la bagatelle de 400 millions de dollars, 200 milliards de nos anciens francs. Bien entendu, Macmillan refusa l'offre, ainsi que celle de la fusée « Hound Dog », également destinée à l'aviation. C'est alors que Kennedy a soudain abattu son jeu : il proposait en compensation la fameuse fusée « Polaris » qui équipe actuellement les sous-marins atomiques américains et passe pour la plus efficace des armes atomiques occidentales. Mais cette substitution oblige la Grande-Bretagne à une reconversion de sa force de frappe qui, d'aérienne, deviendra navale, entraînant des dépenses énormes. A cette objection, Kennedy a alors répondu en finissant de dévoiler ses cartes : la solution du problème des « Polaris » se trouve dans la création d'une « force nucléaire multilatérale de l'O.T.A.N. ». Ceci suppose donc que d'autres pays de l'Alliance atlantique soient liés à l'affaire. Or, qui prépare actuellement sa propre force de frappe ? La France. Il convient donc, a poursuivi Kennedy, de proposer également des « Polaris » à Paris.

Mais l'offre n'est pas aussi simple que cela et l'Américain n'a pas manqué de l'assortir de conditions qui compliquent singulièrement le problème.

Washington fournit les fusées mais non les « ogives nucléaires » qui porteront ces fusées, ni non plus les sous-marins atomiques à partir desquels elles seront lancées.

Lesdits sous-marins devront être placés sous contrôle multilatéral de l'O.T.A.N. et ne seront réellement à la disposition de la Grande-Bretagne ou de la France qu'en cas de « nécessités suprêmes ».

### Amertume britannique

D'emblée, Macmillan a accepté. A vrai dire, il n'avait pas le choix. C'était ça ou rentrer les mains vides. Il n'en reste pas moins que l'opinion

britannique a réagi avec vigueur : d'abord les Anglais savent fort bien qu'en fait c'en est fini de leur « indépendance nucléaire » dans ces conditions, ensuite les propositions similaires à la France cessent de placer la Grande-Bretagne comme « alliée privilégiée des Etats-Unis » au sein du monde occidental, enfin les contribuables britanniques se soucient fort de savoir combien coûtera l'aimable plaisanterie. Aussi la presse



Macmillan : il a quand même le sourire.

anglaise ne cache-t-elle pas son amertume (d'autant que depuis « Skybolt » a été essayé avec succès) et ne ménage-t-elle pas ses critiques. Macmillan aura jusqu'au 22 janvier, date de la rentrée du Parlement,

pour remonter un courant hostile jusque dans son propre parti et qui, si les choses demeurent telles, pourrait bien conduire tout simplement à la chute du cabinet.

Le fait est que Kennedy a fort bien manœuvré : en substituant « Polaris » à « Skybolt », il a décapité la force de frappe nationale des Anglais, en proposant « Polaris » aussi à la France, il a incité Paris et Londres, en leur montrant qu'ils n'étaient pas

monde occidental tels que nous les définirions tout à l'heure.

### Les difficultés

Cela est d'autant mieux joué que, dans les faits, la réalisation de ladite force multilatérale soulèvera pas mal de difficultés :

1 techniques, car il faudra à l'Angleterre, qui possède bien des « ogives », construire maintenant les sous-marins atomiques. Quant à la France, elle n'a même pas d'« ogives », et son premier sous-marin atomique, actuellement en chantier à Cherbourg, ne verra pas le jour avant 1966. Autant dire que les « Polaris » vont dormir encore pas mal de temps outre-Atlantique et qu'on ne pourra guère vraiment parler de « force de frappe européenne » avant 1970. D'ici là...

2 financières. Le seul prix d'un sous-marin atomique est de 60 milliards d'anciens francs. Ni le budget anglais ni le budget français ne permettent une construction en série capable de rivaliser avec celle des deux Grands.

3 politiques. Ces armes ne seront à la disposition des Anglais et, en cas de réponse positive, des Français qu'en cas de « nécessités suprêmes ». Or, Anglais et Américains ont convenu, aux Bahamas, qu'aujourd'hui « la guerre atomique était indivisible » et qu'on « s'achemine de plus en plus vers l'interdépendance nucléaire ». Quelles seraient donc les « nécessités suprêmes » qui pourraient concerner l'Angleterre ou la France capitalistes sans concerner du même coup les Etats-Unis ?

### De Gaulle perplexe

Il ne faut donc pas se leurrer, et ils nous font bien rire, les chantres radiophoniques du gaullisme, quand ils nous répètent que « la France a acquis ses galons de grande puissance nucléaire ». En réalité, Kennedy vient bel et bien de tuer dans l'œuf le hochet atomique de de Gaulle. Car, ou bien Paris accepte les propositions Kennedy et se soumet donc au contrôle de fait des Américains via l'O.T.A.N., ou bien il les refuse et accentue ainsi son retard par rapport à son « rival » européen, Londres, c'est-à-dire abandonne le leadership militaire, stratégique et diplomatique, à la Grande-Bretagne, éventuel partenaire du Marché commun.

Voilà devant quelle alternative se trouve placé de Gaulle. L'entrée au « Directoire atlantique », objet de tant de bouderies, de boycotts et d'obstacles, lui est bien offerte. Mais les conditions qui l'accompagnent ne remettent-elles pas en question toute la politique étrangère gaulliste ? Vaut-il mieux pour de Gaulle une force de frappe intégrée ou une force de frappe indépendante mais anachronique ?

Nous, qui sommes des pacifistes, préférons assurément pas de force de frappe du tout. Mais, hélas ! un refus de de Gaulle à Kennedy ne nous épargnerait pas pour autant la construction d'une « arme de dissuasion » aussi coûteuse que périmée. D'autre part, une force intégrée rendrait plus difficile un sabotage réel des négociations pacifiques (conférence des 18, Club atomique) ou l'un de ces perpétuels chantages internationaux dont de Gaulle est coutumier.

Pour l'instant, le « Guide » réfléchit. Et il faudra sans doute attendre sa conférence de presse, courant janvier, pour connaître sa réponse. Je ne sais pourquoi, il me semble que, tout bien pesé, ce sera un « oui, mais... ». Oui, mais quoi, au fait ?

Georges Batelier.

### Dont acte : Congo

Dans notre dernier numéro, il a été fait deux fois mention du Tanganyka ; il s'agissait, en fait, de la société anglaise TANGANYKA CIE.

Claude Chantereine.

## “ COUP D'ÉTAT ” AU SÉNÉGAL ...

UNE simple modification constitutionnelle : la cause directe, les résultats les plus immédiatement apparents de la crise qui vient de se dérouler à Dakar ont amené nombre de commentateurs à la situer uniquement sur le plan constitutionnel.

Elle a, en effet, commencé par le dépôt d'une motion de censure, contresignée par près de la moitié des députés et dirigée contre le gouvernement de Mamadou Dia. La tentative de ce dernier de résister par la force, en abusant des pouvoirs qui lui étaient conférés par la loi sur l'état d'urgence en vigueur depuis l'éclatement du Mali en 1960, aurait démontré l'impossibilité pour un pays africain d'avoir un gouvernement à double direction : président de la République et président du Conseil. La conclusion logique, et qui fut adoptée, était donc un changement de Constitution, instituant un régime présidentiel.

L'explication est insuffisante, car ce sont des députés du propre parti de Mamadou Dia, l'Union Progressive Sénégalaise, qui ont voté, à la majorité, la censure contre leur secrétaire général adjoint, transposant ainsi sur le plan politique et public les oppositions internes du parti, oppositions nullement artificielles, mais correspondant au climat social du Sénégal.

En fait, il y a eu tentative réussie de liquidation légale, au niveau du gouvernement, de toute la fraction du parti qui suivait Mamadou Dia. Il ne s'agissait de rien moins que d'assurer à la bourgeoisie sénégalaise, appuyée sur la chefferie — « droite » du parti — avec l'appui de quelques intellectuels — « gauche » du parti — la direction politique qui menaçait de lui échapper au profit d'une couche politico-administrative, décaplée par la planification et la multiplication de services étatiques et para-

étatiques, et qui trouvait en Mamadou Dia, son leader. Dans cette lutte, les classes dominantes traditionnelles l'ont emporté facilement sur la force militaire, constituée depuis deux ans par la nouvelle couche dominante : l'influence de la chefferie religieuse et laïque a fait basculer l'opinion publique de la brousse vers le président de la République, L. Senghor ; la faiblesse intrinsèque d'une bureaucratie politique corrompue, coupée des intellectuels et des masses urbaines dont les leaders les plus représentatifs, membres du P.A.I., parti « illégal », sont en prison ou en exil, explique la mollesse de l'intervention des gendarmes qui ont laissé les députés se réunir lors de l'Assemblée et donc ont permis le vote de la motion de censure.

Le silence réciproque des deux courants sur les causes profondes de leur différend traduit leur intérêt commun de ne pas mêler à leurs conflits la grande masse de la population, qui commence à se lasser du « socialisme africain ».

Cette « théorie » est née au Sénégal, sous la double bénédiction de Léopold Senghor, qui confiait à un hebdomadaire français, que « c'était Georges Pompidou qui l'avait converti au socialisme », et de Mamadou Dia, qui affirmait la possibilité d'une synthèse « entre les valeurs personnalisantes et les valeurs socialisantes qui s'équilibrent en réalisant la totalité de l'homme ».

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que la masse ne se soit pas sentie concernée par la crise et qu'elle n'ait pas bougé en faveur d'aucun des deux leaders.

La voie africaine du socialisme, dont M. Foyer, grand commis du néo-colonialisme, a dit « qu'elle n'a rien de redoutable » n'est pas son affaire.

## LA MISÈRE DU TIERS MONDE NE PEUT ÊTRE VAINCUE PAR LA SEULE ASSISTANCE DES PAYS CAPITALISTES

EN un soir de réveillon, la coupure du monde entre ceux qui ont faim et ceux qui sont en perpétuelle suralimentation, entre ceux qui sont des cadavres ambulants et ceux qui suivent des cures d'amaigrissement, cette coupure est particulièrement visible. Trois quarts de la population du globe seraient incapables, à la fin même d'une vie de travail, de s'offrir, ne fût-ce qu'une fois, le festin que gâcheront nombre de « sur-développés ». Ils en seraient incapables car la faiblesse de leur productivité ne leur permet pas d'assurer leur propre subsistance : en année moyenne, ce sont plusieurs centaines de milliers d'individus qui meurent de faim. Une année où la saison des pluies sera en retard ou, au contraire, trop abondante, verra la mort de milliers d'in-

dividus qui périront faute de moyens techniques pour neutraliser les coups de la nature. Quelques simples jours de décalage contraindront des milliers d'individus à se nourrir de feuilles et d'insectes.

Cette hantise de la soudure, cette crainte de la récolte insuffisante, dominant l'esprit du paysan en pays sous-développés : il se livre avant tout à la culture qui, compte tenu du climat, assure le plus fort volume de nourriture à la surface cultivée, d'où des zones de monocultures vivrières, zone du mil, zone du manioc, zone du riz, etc., génératrices de mal nutrition et de carences multiples, qui, par ricochet, entraînent une faiblesse physique, qui rend l'effort prolongé impossible et entretient ainsi le sous-développement.

### La fausse pitié des nantis

Ce problème est d'ailleurs de plus en plus connu du grand public : de nombreuses publications l'ont entre-tenu de la « main du monde ». Cet attachement soudain aux souffrances des peuples du tiers monde, affecté surtout par ceux-là mêmes qui n'ont pas hésité à utiliser les atrocités des guerres coloniales, qui n'hésiteront pas non plus à multiplier les traitements cruels et offensants à l'égard des « bougnouls », aurait quelque chose de miraculeux, s'il n'était entaché du plus bas utilitarisme. Le colonialisme n'a rendu publiques, par sa grande presse, les études antérieures, qu'au moment où les mouvements d'indépendance politique le contraignaient à réviser sa stratégie mondiale : quand il a imaginé de substituer à l'« économie de traite », l'« économie du don ». Il y a là double tromperie.

Tromperie d'abord que de faire croire que la charité individuelle, fût-ce au ni-

veau national, pouvait remédier à cette inégalité mondiale, que de faire croire aux peuples sous-développés que la manne bienfaisante pouvait venir d'ailleurs, mais tromperie intéressante dans la mesure où elle niait le problème des réformes de structure, aussi bien les structures du commerce international que les structures agraires.

Tromperie ensuite que de faire croire que des distributions d'argent ou de « biens » suffiraient à résoudre ce problème, que le montant moyen du « don » par citoyen d'un pays sous-développé assurait automatiquement un développement supérieur pour un citoyen d'un pays sous-développé. Mais tromperie intéressante aussi, dans la mesure où, sous couvert d'industrialisation et d'essor agricole, elle permet d'investir sans contrôle, aussi bien pour le palais bigarré d'Houphouët-Boigny que pour de coûteuses installations des trusts.

### Le seul coupable : le capitalisme

Il ne faut donc pas se contenter de verser un pleur plus ou moins hypocrite sur ceux qui ont faim, à la manière des bourgeois sur leurs pauvres, mais il faut mettre en lumière les vraies causes de sous-développement : l'exploitation systématique par le capitalisme des richesses d'au-delà des mers, en accord étroit avec les classes sociales locales qui y trouvent leur intérêt. N'oublions pas que le pays des grandes famines, l'Inde, est aussi le pays des richesses fabuleuses des maharadjahs, et aussi de la petite mino-

rité de propriétaires d'usines modernes, aciéries, industrie cinématographique.

C'est en démystifiant les théories d'assistance défendues par un gouvernement comme celui que nous avons en France qu'on peut le plus aider à réduire la faim dans le monde, en montrant que ceux qui ont faim dans les pays sous-développés sont les victimes du même adversaire que ceux qui ont faim dans les pays sur-développés, et que cet adversaire est le capitalisme.

B. L.

# 31 DECEMBRE

# UN MONDE UN MONDE

de Barbès  
à Elichy :  
ou les  
réveillons  
de la  
femme-serpent



Avec peu de moyens ou avec beaucoup

L'APPROCHE de la fin de l'année et l'intérêt qui s'y rattache n'est perceptible, rue de Clignancourt, que par hasard. Ainsi deux jeunes fiancés nous avouèrent en rougissant qu'il vont profiter de la nuit du 31 décembre pour se fiancer. Il découlaient de ce projet que les deux familles se réuniraient et que le budget de la fête serait entièrement régi par les parents.

### La famille de province

Une jeune femme était précédée d'un petit garçon qui avait les bras encombrés d'un énorme carton. Il se retourna, nous perdit, nous trouva. Il nous rejoignit. Madame reste au foyer pendant que son mari électricien travaille chez son patron. Il gagne dans les environs de 90 à 100.000 anciens francs. Le budget réservé aux fêtes de fin d'année, du 25 décembre au 1<sup>er</sup> de l'an avoisine 50.000 francs :

— C'est beaucoup ?

— Non. C'est une tradition. Nous allons dans la famille, à Tours.

— La famille ne vient pas à Paris au retour ?

— Non.

La somme de 50.000 francs est économisée dès la fin des vacances. A partir du mois de janvier, commencent les économies pour les vacances suivantes. Le ménage habite deux pièces et dispose d'une petite cuisine. Les cadeaux des deux enfants sont achetés spécialement pour les fêtes. Un petit congé permet au mari de se joindre à sa famille. Madame a quitté l'Egypte à seize ans. Elle est naturalisée française. Elle est catholique. Elle regrette que son mari n'aime pas tellement aller à l'église, parce qu'elle aime ça. Il est du Midi. Cela dépend des fois. Cette année, le mari n'est pas allé à la messe de minuit, parce que voilà. Plus loin un homme et une femme avec un enfant à la main descendent la rue. Mais l'homme refuse de nous répondre, parce que la femme « est sa cousine ».

### Rien

Nous entrons dans le Prisunic et nous lions conversation avec les vendeuses que le défaut d'intérêt

probablement évident de notre question prédispose à la confiance immédiate :

— Est-ce que vos clients achètent davantage à l'occasion des fêtes de la fin de l'année ?

La très jeune femme interrogée la première nous répond que cela est certain. Elle vend de petits jeux d'enfants. Une autre vendeuse, 50 ans, nous a confié que les pyjamas, les pulls et les robes de chambre se vendaient beaucoup mieux. Ce sont, en fait, des « achats à retardement » qui se déguisent sous la forme de « cadeaux ». Les cadeaux peuvent viser aussi à procurer aux bénéficiaires un supplément de confort vestimentaire, sans que celui-ci soit indispensable dans l'immédiat : par exemple, le passe-montagne. Une vendeuse de 40 ans déclare qu'elle ne fera « rien » cette année. Elle est seule. Nous lui demandons si elle ne risque pas de se sentir frustrée par rapport à son entourage.

### Se reposer

— Pas du tout. Elles sont toutes comme moi. Si nous voulons, nous pouvons récupérer les journées de congé que nous passons à travailler ici, mais nous préférons gagner plus. Ça dépend des cas. Moi, je préfère me reposer, parce que je suis fatiguée.

Un chef s'approcha :

— Moi, je ne fais pas le sapin. Puisque vous voulez, sans doute, des détails personnels : « Je n'ai plus d'enfants », déclare-t-il. Il est responsable de plusieurs rayons.

— Et vos petits-enfants ? lui demande une autre vendeuse.

Sourire tendu. Cette vendeuse expliqua que Noël sans sapin, ce n'était pas Noël. Même toute seule

# OMBRE :

# ÉVEILLONNE E A FAIM...



(Ag. P)

p d'argent, c'est une tradition : on fête joyeusement la fin de l'année.

dans sa chambre, elle ne pourrait pas se passer d'un sapin. Elle a dépassé la quarantaine. Elle est mariée. Elle a deux enfants. Elle s'arrange pour ne pas dire ce que fait son mari. Rien non plus à la poissonnerie d'en face : le poissonnier nous adresse à la poissonnière : « Pour ça, c'est elle qui peut... » La poissonnière expose :

— Pour nous, ce n'est pas une fête. C'est un surcroît de travail. Nous nous rattrapons pendant les vacances. En attendant, le poisson se fait rare, à cause de la tempête actuelle. Les prix vont monter. Et comme les gens vont de plus en plus au restaurant pour le réveillon, moi, le poisson, je n'y crois plus.

Le mot « réveillon » évoque le Christmas anglais. Les modes britanniques qui entourent le Christmas (cartes de vœux, etc.) se répandent en France. Nous n'avons pas eu, rue de la Clignancourt, l'impression que l'on aura sacrifié cette année à la coutume du réveillon, autrement que par un souci de continuer à Paris, une tradition familiale recueillie en province.

## Peu d'importance

La patronne d'un magasin de confection, dont le mari est directeur commercial dans une « grande... » (elle n'achève pas), nous présente à ses deux gamines de filles qui s'en vont aux sports d'hiver. Pour elle, le train de vie mensuel est d'un ordre suffisamment élevé pour que les dépenses occasionnées par le séjour alpestre de ses deux enfants soient absorbées par le budget ordinaire. L'arrivée du Nouvel An dans ce foyer se signifierait par le repos du mari et de notre interlocutrice pendant l'absence de leur progéniture, comme l'année précédente.

Nous sommes surpris de constater le peu d'importance de cette période de l'année, dans la vie de toutes les personnes que nous interrogeons. Nous demandons au pâtissier :

— A votre avis, vos clients consacrent-ils, cette année, une plus grande part de leurs budgets aux fêtes de fin d'année que l'année dernière ?

## Les sports d'hiver

— Beaucoup moins. Ils pensent de plus en plus à partir en vacances aux sports d'hiver. Puisque vous êtes journaliste, vous devez savoir qu'il en est parti un million par la gare de Lyon.

— Oui... évidemment...

— Et puis d'abord, pour quel journal travaillez-vous ?

— Pour « Tribune Socialiste ».

— Connais pas.

Il y eut une interruption dans notre conversation. Un client en profita pour régler quatre croissants. Nous lançâmes un appel :

— Allez-vous réveillonner en famille ?

— Bien sûr, répond le pâtissier.

Il se tut. Une femme-serpent promettait de se dérouler dans un « aquarium humain », entre 21 heures et minuit, sur le boulevard Rochechouart. Toutes les boutiques foraines s'alignent au grand complet pour les fêtes, depuis Barbès jusqu'à Clichy. Une bande de garçons revêtus de peaux jaunes ou de blousons de cuir noir se dispute trois brins de filles, devant le stand de tir téléguédé.

(Propos recueillis par  
B. Cornille)

# LA JOIE CHÈRE...

CETTE année, la truffe atteint 4.000 francs et le kilo de foie gras 20.000 francs.

Ces morceaux de choix indispensables à tout réveillon bourgeois, diversement originaires du Périgord, des Landes ou de Strasbourg, diversement harmonisés à la galantine de faisan, au pinta-deau périgourdin ou encore au « Maréchal de Contades »... trônent au milieu des tentations que déploient les menus de réveillon de fin d'année.

Le réveillon, avec ou sans surprise, demeure l'événement gastronomique de l'année bourgeoise en donnant lieu à un luxe de propositions plus alléchantes les unes que les autres.

L'esprit s'émoussillera, l'eau viendra à la bouche à la lecture des menus proposés par les restaurants ou les « réveillons surprises » des agences de voyages qui n'ont jamais connu une telle vogue.

Bonne chère enrubannée de cotillons et de musique légère, du Maxim's au Café des Boulevards, toute l'hôtellerie parisienne s'est offerte aux amateurs. Au Lido, où les girls à la sauce réveillon ne coûteront que 200 NF, les bateaux-mouche qui invitent aux bacchanales sur la Seine (vins à discrétion...) ne demandent, eux, que 120 NF, les dîners-spectacles, comme celui du Catalan où l'on reçoit le client à l'andalous, sont affichés 85 NF, et, pour ne citer qu'eux, la Coupole-Montparnasse ou le Colisée - Champs - Elysées, de toutes leurs vitres bariolées, appellent à des débordements à 65 NF.

Par contre, les grandes maisons, La Tour d'Argent,

Lipp, Prunier ou Drouant, fidèles à leur réputation, ne feront que laisser leurs portes ouvertes plus tard que d'habitude.

Les chefs-d'œuvre de la gastronomie se joignent à ceux de l'art local : « Pêché de Saint-Antoine pommes en l'air » s'affiche au milieu d'un menu « Renaissance », dans le Val de Loire.

Un réveillon « Médiéval » se compose dans un vieux château à tourelles où de grands feux de bois brûlent dans d'immenses cheminées. On déguste, dans ce décor poussiéreux, le cuisot de marcastin grand-veneur en même temps que vous serez initiés aux splendeurs de l'art roman en Bourgogne. Un « guide conférencier » sera votre mentor.

A Londres, le plum pudding s'installe dans un décor féérique d'avenues scintillantes de gigantesques étoiles et d'arbres de Noël immenses à Trafalgar Square ou à Picadilly. Bruxelles, où par on ne sait quel hasard, propose « Son Eminence en robe de pourpre ». (On pourrait croire qu'il s'agit de Richelieu, mais sous quelle forme et pourquoi à Bruxelles ?) Réveillon outre-Rhin, à coups de pintes de bière et de saucisses, au son des orchestres bavarois ; réveillon à Palma de Majorque où le repas traditionnel est un peu escamoté au profit des visites de l'île du soleil et du rêve... Réveillon à Rome, où la messe de minuit prend ici le pas sur les spaghetti ou le chianti de l'an nuovo...

D'un seul coup d'aile, vous voici transporté dans un autre monde et il ne vous en aura coûté que 600 à 700 NF.

Rémy Grillaut.

# 1962 : Des dates... ...des chiffres

## LA PAIX CAPITALISTE DANS LE MONDE NON-COLONISE

- 16 janvier. — Saint-Domingue : coup d'Etat réussi, le régime Balaguer est renversé.
- 22 février. — Turquie : putsch avorté.
- 27 février. — Sud-Vietnam : bombardement du palais du président Diem.
- 1<sup>er</sup> mars. — Birmanie : putsch réussi du général Newin
- 28 mars. — Syrie : putsch réussi.
- 29 mars. — Argentine : putsch réussi, le président Frondizi est déporté. M. Guido prend le pouvoir.
- 18 juillet. — Pérou : putsch réussi, le président Prado est exilé en France.
- 26 septembre. — Yémen : coup d'Etat réussi, la république est proclamée.

## LA PAIX SOCIALE DANS LE MONDE CAPITALISTE

- 1<sup>er</sup> janvier. — Decazeville : réveillon des grévistes dans la mine.
- 8 février. — Paris, 8 morts, 140 blessés : la police tire sur la manifestation contre les plastiques, entre la Bastille et la République.
- 12 février. — Paris : 200.000 travailleurs accompagnent leurs morts au cimetière du Père-Lachaise.
- 28 mars. — Alger : 13 militaires du contingent tués et 72 blessés par le premier attentat de l'O.A.S. contre le contingent.
- 2 avril. — Alger : 10 musulmans tués dans leur lit, dans une clinique, par l'O.A.S.
- 23 avril. — Asturies : début des grèves. Celles-ci finiront sur un compromis peu satisfaisant entre le gouvernement et les représentants des syndicats.
- 15 juillet. — Paris : Louis Lecoq fait la grève de la faim pour obtenir la libération des objecteurs de conscience.
- 15 août. — Londres : premier congrès international nazi. La police intervient.
- 30 septembre. — Oxford (Mississippi, U.S.A.) : l'étudiant noir Meredith n'a pas le droit de s'inscrire à l'université, parce qu'il est noir.
- 12 novembre. — Liège (Belgique) : acquittement de la mère qui a empoisonné son bébé-monstre.

## Les organisations paysannes et le régime

LES organisations agricoles se trouvent confrontées elles aussi aux problèmes de leur réunification et de leur situation face au régime. Il semble actuellement que la F.N.S.E.A. et les organisations coopératives recherchent une unification des organisations paysannes, prônée par ailleurs par le très réactionnaire Blondelle, des Chambres d'Agriculture.

Une fois de plus le mythe de l'unité paysanne est relancé, ce mythe qui a toujours servi de couverture aux manoeuvres des gros agriculteurs et que notre parti ne cesse de dénoncer. La vigilance s'impose donc. Autant nous sommes partisans d'une véritable unité regroupant toutes les forces vives du monde paysan, autant nous combattons tout replâtrage de la « corporation paysanne » de Vichy.

Mais ce problème risque de se conjuguer avec la stratégie gouvernementale qui vise à intégrer paysans et ouvriers dans le système. Si les syndicats agricoles ne précisent pas très nettement leur position à l'égard du futur « Sénat Economique », l'initiative leur échappera et elles seront conduites à accepter les projets gaullistes.

On sait que, par ailleurs, le C.N.J.A. est divisé sur ce point ; la majorité de son C.A. serait favorable à une telle intégration.

Dans ces conditions quel sens faut-il donner à la constitution du « Groupe de recherches ouvriers-paysans » qui rassemble des dirigeants de la C.F.T.C. et du C.N.J.A. ? Il ne fait pas de doute néanmoins que les organisations paysannes sont très tentées dans leur ensemble par une collaboration économique avec le Pouvoir.

Les avantages qu'elles pourraient en retirer suffiront-ils à atténuer les risques ? Pour notre part nous ne le croyons pas ; c'est pourquoi il urge de hâter la réflexion des militants paysans sur ces problèmes qui conditionneront bientôt la défense de leurs intérêts.

J.-C. Barigel.

## ECHOS DES ENTREPRISES

### Rectifieuse à rectifier

#### Entreprise ERNAULT-SOMUA

UNE nouvelle rectifieuse a été commandée pour usiner les pièces longues et lourdes. Malheureusement, le banc de la rectifieuse et la contrepointe sont d'une dimension minuscule. Pourquoi ne pas demander l'avis du citoyen qui devra mettre en œuvre cette machine avant de l'acheter ferme ? Il est sans doute meilleur marché d'acheter une machine pour petites pièces que pour grosses pièces... parce que c'est le citoyen ouvrier qui se donnera la peine d'adapter, chaque fois, les possibilités de la rectifieuse à la matière première qui lui sera soumise.

Le matériel humain est meilleur marché que le matériel mécanique : il n'y a pas à l'amortir. Il s'amortit de lui-même en entrant à l'hôpital ou au cimetière.

### Cheval de labour

#### Entreprise ERNAULT-SOMUA

ASSEZ récemment, sur une série de 100 platines, 28 furent rebutées par le contrôle parce que des taraudages étaient arrachés. On entendit la classique remarque : « Il n'y a plus de conscience professionnelle ! ». L'ouvrier incriminé avait trente trous à percer par pièce, puis il devait aléser, tarauder, etc. 3.000 trous à percer, c'est enthousiasmant ! C'est fatal qu'au bout d'un moment l'esprit se trouve loin de l'usine. Chacun comprend que les accidents arrivent souvent sur les longues routes droites à cause de la monotonie du projet. Et 3.000 trous à percer ? Ce n'est pas monotone ? Alors pourquoi venir mêler la conscience professionnelle, tout comme s'il était question des bâtisseurs de cathédrales qui faisaient un travail varié et prenaient tout le temps pour le faire ?

Ces deux échos sont tirés du bulletin « L'Étincelle », publié par le groupe « Plaisance » de P.S.U. (14<sup>e</sup> arrondissement, à Paris).

## A Maronne, Bréguet KSB ferme ses portes pour 10 jours

L'USINE Bréguet KSB (pompes et compresseurs), qui emploie 150 ouvriers, a décidé d'accorder à son personnel des congés annuels « anticipés » du 22 décembre au 2 janvier. Cette mesure intervient après de nombreuses compressions de personnel. Le prétexte est toujours le même en économie libérale : les carnets de commande seraient vides... Ainsi donc, en plein hiver, les ouvriers de chez Bréguet se voient offrir pour étrennes la perspective de chômage partiel. En effet, la direction envisage de rouvrir l'usine le 2 janvier, avec des horaires réduits, très probablement inférieurs à 40 heures. Le patronat n'ayant pas l'habitude de faire des cadeaux, cela entraînera d'importantes diminutions de salaires.

Le problème du plein emploi se trouve de nouveau posé dans la vallée du Cailly, déjà durement touchée il y a quelques années par la crise du textile.

La crise économique pointe, dans une région (la vallée de la Seine) que l'on dit en pleine ex-

panation. Depuis quatre ans déjà, la crise est endémique dans la région havraise (fermeture de Hoover, etc.) où le chômage partiel ne se résorbe pas. La région rouennaise est-elle à son tour atteinte ?

Qu'en pense le général de gendarmerie Chérasse, nouveau député U.N.R. de la circonscription ? On peut supposer que si les syndicats entreprennent une action, il sera au côté des forces de l'ordre plutôt que de celui des ouvriers sans travail...

Dans la même circonscription, à Pavilly, on signale aussi des réductions importantes de personnel et d'horaires dans une firme travaillant pour la marine.

Le problème n'est pourtant pas nouveau. Dans un rapport qu'il avait fait en 1959 et selon la relation qu'en publiait notre confrère « L'Étincelle Démocratique et Sociale », le préfet Hirsch

indiquait que, pour éviter un chômage catastrophique, il faudrait créer, entre 1963 et 1975, 60.000 emplois nouveaux en Seine-Maritime. Les difficultés commencent, créées par un patronat qui n'a pas su prendre les mesures de reconversion nécessaires.

Qu'a fait, depuis cette époque, l'Administration dûment informée ? Elle s'est gargarisée de prétendus succès économiques... (profitant de l'expansion économique due à la IV<sup>e</sup> République).

Qu'a fait le patronat ? Il a compté ses dividendes. L'U.N.R. a peut-être triomphé momentanément, mais son Système : celui du Capital, sera incapable de résoudre les problèmes économiques qui commencent à poindre.

Les travailleurs de la vallée du Cailly sont parmi les premiers à payer l'impéritie des banquiers qui nous gouvernent.

Souhaitons que les Syndicats et les Partis politiques de gauche sauront trouver le chemin de l'Unité qui, seule, nous permettra d'exiger une politique économique au service des travailleurs.

## Après les dernières épreuves de force, les problèmes de la R.A.T.P. sont en suspens

LA politique « sociale » annoncée par le pouvoir gaulliste après les élections s'ouvre décidément sous les meilleurs auspices. Après l'envoi de mécaniciens militaires dans les dépôts de la R.A.T.P., le gouvernement a procédé à la réquisition des agents d'Air France, les personnels de piste d'Orly ayant décidé de faire grève le 21 décembre pour une augmentation des heures de travail effectuées la nuit et le dimanche et pour la réduction des horaires de travail. Les syndicats, unanimes, protestent contre cette nouvelle atteinte au droit de grève.

Un décret en date du 23 novembre portant création d'un « service de défense » permet d'ailleurs au gouvernement de remettre en cause le droit de grève, en particulier dans les services publics. Ce « service de défense » mobilise, en effet, les assignés aux obligations du service militaire dans leurs attributions civiles. Il consiste à mettre sur pied des formations encadrées destinées à assumer des tâches de transport, de travaux publics, de manutention... et la mise à la disposition de la Défense nationale des activités fondamentales du pays. Les affectations sont individuelles ou collectives. C'est ainsi qu'une administration ou une entreprise peut se voir « immobilisée » dans l'ordre et la discipline pour assurer le fonctionnement des activités fondamentales du pays.

### Prime de gestion uniforme

A la R.A.T.P., malgré le retrait des mécaniciens militaires des dépôts, rien n'est réglé. Le ministre des Transports a déclaré aux représentants des syndicats venus l'entretenir des revendications du personnel et lui demander la levée des sanctions : « Le problème de la R.A.T.P. mérite toute l'attention du gouvernement qui s'attachera à le régler dans six mois. »

Devant cette attitude dilatoire, les débrayages ont repris chez les ouvriers de la R.A.T.P.

A cet égard, le congrès de l'Union des personnels F.O., qui vient de se tenir, a protesté vigoureusement « contre les atteintes au droit syndical qui se multiplient à la R.A.T.P. » et « exprimé sa ferme volonté de s'opposer par tous les moyens à toutes tentatives de limitation du droit

de grève, notamment sous la forme indirecte de la réquisition », réclamant des pouvoirs de tutelle « la levée des sanctions, le respect et la protection légale des délégués syndicaux ».

Par ailleurs, le congrès a exigé « une réforme de la commission mixte du statut de la R.A.T.P. et de la commission nationale de conciliation pour que ces organismes accomplissent véritablement le rôle de discussion et de négociation qui doit être le leur ». Le problème existe dans tous les services publics où l'absence d'autonomie de gestion enlève aux organismes de ce genre leur efficacité.

En ce qui concerne les revendications proprement dites, le congrès a demandé « une prime de gestion uni-

Les revendications portent sur l'avancement de l'âge de la retraite de 60 à 55 ans sur l'augmentation des primes et des effectifs pour le travail de nuit.

### La C.F.T.C. contre l'intégration au régime

Du fait qu'elle est favorable à une planification démocratique et à la participation des syndicats à une Chambre économique et sociale, la C.F.T.C. semble parfois pencher pour une intégration au régime. C'est ainsi que, tout en prévoyant un affrontement syndicats-gouvernement, *Les Echos* avaient cru pouvoir écrire au lendemain des élections : « Pourtant, sur un point de doctrine cette fois, il semble que la C.F.T.C. soit finalement assez proche des idées gaullistes. En effet, la C.F.T.C., de même qu'elle est favorable à la planification style V<sup>e</sup> République, est également pour une réforme du Sénat, afin de donner à celui-ci des pouvoirs économiques étendus. C.G.T. et F.O. sont d'un avis opposé. »

Ce commentaire des *Echos* avait provoqué une sèche mise au point de la C.F.T.C. publiée par le journal : « Nous avons lutté pour une participation syndicale plus grande dans l'élaboration et le contrôle des plans. La C.F.T.C. n'est ni partagée ni proche des idées gaullistes ni autres. Elle a, depuis longtemps, défini ses orientations et nous ne pouvons rien si d'autres reprennent à leur compte, pour trop souvent en faire un slogan plus qu'une réalité concrète, notre volonté d'une « planification démocratique de l'économie ».

Dans le même esprit, le récent conseil confédéral de la C.F.T.C. s'est attaché à lever toute ambiguïté à propos du refus de la centrale de s'intégrer au régime. Le communiqué publié à l'issue de ses travaux déclare, en effet : « Le syndicalisme ne saurait être ni paraître l'associé d'une action gouvernementale qui tendrait à l'intégrer au régime. » Il a été précisé également « qu'il ne saurait collaborer à l'élaboration d'institutions apparemment représentatives où la présence des syndicalistes apporterait une caution syndicale aux décisions prises ailleurs ».

N'est-ce pas de telles institutions que le pouvoir songe à créer ?

Maurice Combes.

### Ce que veulent les jeunes cadres

On lira avec profit les numéros d'octobre et de novembre de « Perspectives Socialistes ».

Le premier analyse ce que sont et ce que veulent les « jeunes » cadres et en particulier leur insertion dans le combat syndical.

La seconde livraison est centrée sur le thème « Les faux succès du gaullisme » ; rédigés avant les élections, plusieurs des articles de ce numéro devront être actualisés. Tels quels, néanmoins, ils offrent une contribution intéressante à l'analyse du gaullisme qui reste plus que jamais à l'ordre du jour.

forme pour tous, l'amélioration des conditions de travail, une semaine supplémentaire de congé annuel ».

Signalons, d'autre part, que, cette année encore, des mouvements de grève ont été déclenchés dans les P. et T. par les agents des bureaux-gares, les fédérations postales C.G.T. et C.F.T.C. ayant décidé une action revendicative du 17 au 22 décembre. Il en est résulté des arrêts de travail importants à Paris et en province.



On trouvera ci-dessous deux études consacrées à deux récents ouvrages d'histoire politique. En raison de leur nature, nous avons estimé que ces comptes rendus méritaient plus d'ampleur

qu'ils n'auraient pu en avoir dans le cadre habituel de notre rubrique des notes de lecture. Il s'agit de l'Histoire de la Révolution russe et des grandes batailles du radicalisme.

# Histoire de la Révolution russe

de Léon TROTSKY

L'« Histoire de la Révolution russe » de Léon Trotsky, ce n'est pas seulement une œuvre politique : c'est aussi une œuvre littéraire exceptionnelle. La réédition de cette somme capitale aux « Editions du Seuil » (1) nous le rappelle. Plus qu'en aucune autre, Trotsky y témoigne de talents brillants d'écrivain. Le style est concis, sans fioritures, efficace, le ton polémique, l'œil est prompt à saisir l'ensemble du fait décrit. La phrase attaque dur, sans démagogie mais sans faiblesse.

Une analyse économique-politique introduit d'abord les deux parties (la révolution de février, celle d'octobre). Elle insiste sur les particularités du développement — on serait tenté d'écrire du non-développement — de la Russie. Jusqu'au seuil de la révolution l'agriculture paysanne demeure au niveau du XVII<sup>e</sup> siècle. A l'opposé l'industrie s'est établie rapidement et peut être avantageusement comparée à celles des pays à régime démocratique bourgeois. Elle offre pourtant deux caractéristiques : d'être totalement aux mains de la finance étrangère ; d'avoir suscité un prolétariat dense. Ces deux faits expliqueront la suite : des masses fortes, une paysannerie fluide, un pouvoir en décomposition.

Avec « La Révolution de Février » Trotsky montre qu'avant même l'intervention du prolétariat comme candidat à la direction du pays, toutes les autres issues ont été envisagées et ont démontré leur irréalité. Ce qui ne signifie pas qu'à ce moment les jeux soient déjà faits. Le 18 juin manifestation de masse « vérification pacifique du rapport des forces », écrit Trotsky. Quinze jours après ouvriers et soldats défilent spontanément et réclament du Comité Central la prise du pouvoir.

Pourtant les bolcheviks vont être à ce moment écrasés, mis hors la loi, les milices désarmées. Les leaders du parti sont déclarés « mercenaires allemands ». Les « démocrates » pour parvenir à cela se sont appuyés sur les troupes contre-révolutionnaires. Les « conciliateurs » qui réclamaient

une voie médiane pour la révolution ont démontré publiquement par là même l'impossibilité de leur troisième voie.

L'auteur va mettre ensuite en lumière les facteurs objectifs de la révolution : ceci en partant des faits dominants de la structure sociale et en faisant apparaître les forces essentielles du processus historique.

A la faveur de quoi le rôle du parti bolchevik se dégage. Jamais de manière providentielle, magique : c'est une révolution sans mythe que celle dont Trotsky nous dessine l'image, passionnante comme un roman. Mais de ce « roman » naît un sentiment optimiste. Le « destin » historique analysé par Trotsky n'a que faire de la fantaisie de l'auteur : il nous appartient.

On rapprochera cette parution d'une autre : « Les Etapes de la révolution russe » de Giuseppe Boffa. Le propos de l'auteur, visiblement khrouchtchevien est de nous démontrer le renversement de politique amorcé en U.R.S.S. depuis le XX<sup>e</sup> Congrès. Sa thèse, classique qu'on connaît aujourd'hui au travers d'autres démarches consiste à expliquer le stalinisme par une espèce de déviation individuelle.

La nouveauté réside en ce qu'il cite les leaders de l'opposition de gauche ou de droite sans assortir ces citations des traditionnels qualificatifs. Mais il s'agit en fait d'une justification des positions de Staline, notamment par rapport à celles de Trotsky.

L'ironie à propos de la théorie de la révolution permanente me semble curieuse : la division du monde en deux blocs d'Etats, la guerre froide et l'invraisemblable « théorie » de la coexistence pacifique ne démontrent-elles pas l'impasse à laquelle a abouti « le socialisme dans un seul pays » ?

Emile Copfermann.

(1) Relié toile, 1.106 pages, 29 NF.  
(2) Editions Maspero, Cahiers Libres n° 35. Pour les divergences Lénine-Trotsky et la révolution permanente je renverrai le lecteur au compte rendu de « Trotsky » de Deutscher, paru dans le n° 111.

## les grandes batailles du radicalisme (1820 - 1901)

Il y a quelques années, la librairie Plon avait entrepris une collection dont les différents volumes auraient été consacrés à l'étude historique des grands partis politiques de la France contemporaine. Pour des raisons restées assez mystérieuses, cette entreprise n'a pas pu voir le jour, et après l'Histoire du Socialisme, que nous avons publié voici quelques mois aux Presses Universitaires, et dont on a rendu compte en son temps, paraît maintenant, sous le titre Les grandes batailles du radicalisme - Des origines aux portes du pouvoir, 1820-1901 (1), l'ouvrage que M. Kayser — qui a longtemps tenu un rôle aussi discret qu'important au sein du parti valoisien — a consacré au radicalisme.

Au radicalisme, disons-nous, et pas au Parti radical, car, précisément, son travail se termine au moment où le Congrès de 1901 organise réellement ce « parti républicain radical et radical-socialiste » qui devait jouer un rôle si important dans la politique française jusqu'en 1939.

M. Kayser suit un plan chronologique : opposition républicaine sous la Monarchie de juillet, première génération avec Ledru Rollin et les « montagnards » de 1848, torpéur des premières années de l'Empire, programme de Belleville, « républicains bleus » de la Commune, lutte pour le triomphe de la République, rupture entre opportunistes et modérés, lutte entre Ferry et Clemenceau, « roulis boulangiste », « tanguage de Panama » et, entre les deux, les élections de 1889, « esprit nouveau », ministère radical homologue Bourgeois et sa chute, opposition à Méline, affaire Dreyfus — très honnêtement, M. « K » reconnaît que les radicaux ne furent pas des « dreylusards » de la première heure — défense républicaine avec Waldeck-Rousseau. C'est le péril que fait courir à la République les menées d'extrême-droite qui amena ce regroupement — et aussi celui des socialistes. L'ouvrage est suivi d'annexes consacrées aux divers programmes, aux tentatives d'organisation du parti, aux causes des crises ministérielles, de tableaux et de cartes.

M. Kayser croit à un rôle important de la Franc-Maçonnerie dans l'histoire de la III<sup>e</sup> République. Il note, entre autres choses, le fait jusque-là laissé dans l'ombre, que 155 loges avaient donné leur adhésion au Congrès constitutif du 21 juin 1901. Nous y trouvons Brisson (et son fameux « signe de détresse » du 26 juin 1899). Desmons, Colfavru, Lafjerre et d'autres.

Il est aussi très amusant de constater que, pratiquement depuis 1880, les augures politiques prévoient la fin du radicalisme. Aussi même actuellement, alors que ce vieux parti connaît — au même titre que les autres, mais probablement pas que les autres — la désaffection, serons-nous très prudent. André Siegfried ne disait-il pas un jour ironiquement : « Tout Français a deux partis, le sien et le parti radical » ?

(1) Les Presses Universitaires, éd. D. L.

## Cinéma

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.  
Semaine du 26 déc. au 2 janv.

LES DIMANCHES DE VILLE-D'AVRAY

Un film de Serge Bourguignon

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Présente :

EN PREMIERE EXCLUSIVITE

CIEL PUR

de GRIGORI TCHOUKHRAI

Grand Prix du Festival de Moscou 61

### A nos futurs annonceurs et amis

Commerçants, artisans, industriels, sympathisants, soutenez notre action, aidez TRIBUNE en nous réservant votre publicité. Celle-ci est indispensable à la bonne marche de toute publication.

En nous confiant vos annonces publicitaires, vous améliorerez la marche de vos affaires et contribuerez à l'équilibre de notre journal.

Demandez-nous nos tarifs, nous vous les enverrons ou, plutôt, prenez contact rapidement avec notre chef de publicité.

### PETITES ANNONCES

Tribune Socialiste, 71, rue des Sts-Pères.

Tarif forfaitaire : 20 NF plus taxes.

REGLEMENT COMPTANT. AUCUNE ANNONCE N'EST ACCEPTÉE PAR TELEPHONE.

● Camarade cherche 2 pièces. Tous quartiers, même avec fort loyer ou reprise. Ecrire à « Tribune Socialiste » N° 1501.

Dame, 64 ans, irait s'occuper d'enfants à domicile, éventuellement petits travaux ménagers pour Paris ou la banlieue nord. Ecrire au Service Publicité du journal, 71, rue des Saints-Pères, qui transmettra.

## TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>)  
Tél. : SUP 19-20  
● Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX<sup>e</sup>)  
Tél. : FIG 65-21

● Publicité :

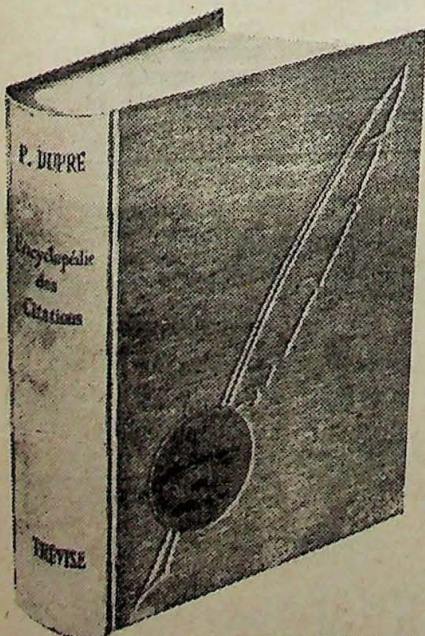
Geneviève Mesgulche 71, rue des Saints-Pères Paris (6<sup>e</sup>)

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois	5 NF
6 mois	10 NF
1 an	19 NF
Soutien	30 NF

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)



L'INSTRUMENT DE TRAVAIL QUI VOUS MANQUAIT JUSQU'ICI

UN LIVRE UNIQUE QUI REMPLACE TOUTE UNE BIBLIOTHEQUE

## ENCYCLOPÉDIE DES CITATIONS

de P. DUPRE

CONTIENT PRES DE 10.000 CITATIONS

d'expression française de Clovis à Françoise Sagan ● des plus grands écrivains étrangers de 23 langues différentes ● des grands classiques des littératures grecque et latine ● des hommes politiques ● des textes sacrés : Ancien et Nouveau Testament, Coran, Talmud et textes indiens ● des mots historiques ● des proverbes et locutions proverbiales.

L'HISTOIRE, LA PHILOSOPHIE, L'ART LITTÉRAIRE DE TOUS LES PAYS ET DE TOUS LES TEMPS.

### BON DE COMMANDE

Je soussigné déclare acheter ..... exemplaire ..... de l'« ENCYCLOPÉDIE DES CITATIONS », de P. Dupré au prix de NF 49,50 (franco de port et d'emballage), que je règle par chèque ou mandat inclus, ou par virement au C.C.P. 14.505.90 Paris (ci-joint les 3 volets) à l'ordre d'O.M. Diffusion.

NOM : ..... PRENOMS : .....  
PROFESSION : ..... DOMICILE : .....  
VILLE : ..... DEPARTEMENT : .....  
PAYS : ..... DATE : .....

SIGNATURE

Ce bon de commande doit être adressé, accompagné du règlement, à O.M. Diffusion (Service TRIBUNE 100, avenue Raymond Poincaré, Paris 16<sup>e</sup>.)

Bel ouvrage in-4° écu (19,5 x 25,5) de 720 p., tiré sur vélin blanc spécial, relié pl. toile avec fers spéciaux.  
Trois Index, très complets :  
● Index des noms cités ;  
● Index des idées ;  
● Index des mots clefs, rendent toute recherche aisée.  
UN VOLUME : NF 49,50

# IL VOUS RESTE ENCORE QUELQUES JOURS POUR TROUVER (à l'ancien tarif) de nouveaux abonnés à TRIBUNE

**I**l vous reste une semaine pour vous abonner à l'ancien tarif. Dépêchez-vous. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1963, nous serons dans l'obligation de majorer nos tarifs.

Vous qui approuvez notre ligne politique, qui soutenez notre action, aidez notre journal en prenant un abonnement, en offrant un abonnement à vos amis.

C'est un acte de militant et, en cette période de fin d'année, un cadeau agréable et utile.

Chaque lecteur doit essayer de trouver

soit trois nouveaux abonnés (remplir le bon d'abonnement ci-joint), soit cinq lecteurs au numéro.

Pour vous aider dans cette tâche, nous vous proposons deux formules :

1° Les envois d'essai : nous envoyons quatre numéros de Tribune Socialiste suivis d'une demande d'abonnement ;

2° Les envois propagande : qui vous permettront de faire connaître le journal dans votre entourage (voir les bulletins ci-dessous).

## ABONNEMENTS

M .....  
demeurant .....  
envoie la somme de ..... NF  
à votre CCP 5826-65 Paris pour l'abonnement de :

1° M .....  
demeurant .....  
(abonnement de ..... (1)

2° M .....  
demeurant .....  
(abonnement de ..... (1)

3° M .....  
demeurant .....  
(abonnement de ..... (1)

1) Soutien 30 NF — 1 an 19 NF — 6 mois 10 NF — 3 mois 5 NF.

## ENVOIS D'ESSAI GRATUIT

Désirant participer à votre grande campagne de propagande, je vous fais parvenir une liste de noms et d'adresses de personnes à qui vous pourriez faire des envois d'essai gratuits de « Tribune Socialiste ».

(Ecrire très lisiblement les noms et adresses.)

1° M ..... (prénom) .....  
Adresse .....  
2° M ..... (prénom) .....  
Adresse .....  
3° M ..... (prénom) .....  
Adresse .....  
4° M ..... (prénom) .....  
Adresse .....  
5° M ..... (prénom) .....  
Adresse .....

Voici mon nom et mon adresse (facultatif) :

M ..... (prénom) .....  
Adresse .....

## ENVOI GRATUIT DE PROPAGANDE

Je désire faire connaître « Tribune Socialiste » autour de moi et vous demande en conséquence de me faire parvenir à l'adresse ci-dessous ..... exemplaires (1) de votre hebdomadaire pendant quatre semaine.

Dans toute la mesure du possible, je vous ferai connaître les résultats que j'aurai obtenus.

M ..... (prénom) .....  
Adresse (très complète et très lisible) .....

Signature :

(1) Maximum cinq exemplaires

Nous poursuivons ici notre rubrique « Courrier des lecteurs ». Déjà nous avons reçu de nombreuses lettres et c'est pour nous un excellent encouragement. Si vous êtes d'accord avec Tribune ou si vous ne l'êtes pas, écrivez-nous : « Tribune, Courrier des lecteurs, 8, rue Henner, Paris-IX ».

## De la documentation

De Lavret-F.R.U.,  
Lausanne (Suisse).

« Je vous fais transmettre ces quelques documents.

« J'espère que vous pourrez en tirer matière à articles. Ils sont inédits en France. Si vous le désirez, je peux également vous faire parvenir d'autres papiers et des photos. »

Nous vous remercions de votre envoi. Adressez-nous tous les documents qui vous paraissent intéressants.

## Renouvellement

De Mme F. LABY,  
18, cité Chemin-des-Fillettes (Paris-18<sup>e</sup>).

« Je vous demande de bien vouloir renouveler mon abonnement au « Courrier du P.S.U. », que je ne reçois plus depuis un moment. »

## Un humour « socialiste »

De J. RIEDINGER,  
60, rue de la Côte,  
à Nancy.

« Quelques remarques générales sur « T.S. ». D'abord, la deuxième page : elle est ridicule, telle qu'elle est faite actuellement. Je ne suis pas du tout contre une page de nouvelles données sur le mode ironique. Mais n'oubliez pas que l'ironie est certainement un des styles les plus difficiles à manier. On tombe facilement dans la grossièreté ou l'insignifiant — quand ce n'est pas la bêtise. L'idiot du village aussi sait faire rire... »

« Quand on lit successivement « T.S. » et le « Canard enchaîné », on est, hélas ! édifié sur la qualité de cet humour « socialiste » !

« Je fais exception pour la page centrale sur le « nouveau roman » qui était plus intéressante.

« Il serait urgent de définir objectivement ce qu'est la culture à travers la vision de l'homme que

nous avons : culture populaire, etc. Exemple : Y a-t-il un cinéma de gauche ? Le fait d'être de gauche est-il un critère esthétique ? L'esthétique est-elle purement formelle ? etc. »

Nous avons tenu à publier l'essentiel de votre lettre. Mais nous regrettons qu'elle ne renferme pas d'éléments suffisamment constructifs pour nous permettre de la citer en son entier.

## Une expérience éloquente

De René FEY,  
31, rue Maréchal-Foch,  
Algrange (Moselle).

« Tribune Socialiste » vient de paraître pour la première fois dans la cité aux quatre mines, qui n'est autre qu'Algrange. Ici, il n'existe que le P.C., et tous ces autres citoyens, que font-ils ? Rien ! Ils ne pensent pas savoir, car le journal qui se vend ici n'est autre que celui du « Guide super-extrême-droite ». Il est nécessaire de voir d'autres journaux d'autres tendances ; c'est une façon de découvrir la vérité.

« Je vous prie de croire que la découverte de « Tribune Socialiste » m'a fait découvrir notre vrai terrain, la lutte pour une vraie justice, une part de vie et de bien-être égale pour chacun. »

Voilà le témoignage éloquent d'une diffusion payante. Nous attirons l'attention de tous nos militants, diffuseurs ou non - diffuseurs, sur ce point.

## Autre proposition

M. Ch. Ferrand,  
Paris-15<sup>e</sup>.

« Suite à votre proposition, recevez (et transmettez) ces trois « abonnements-cadeaux ».

C'est une initiative à reprendre... »

Pourquoi ne pas instituer des C.D.T. (Comité de défense de Tribune), comme le fait le P.C., avec vente régulière (et structurée) et souscriptions ? »

pour **25 NF** seulement au lieu de **60 NF** (prix à la mise en vente)

Tribune Socialiste

vous offre ce magnifique volume relié

Voici enfin, des origines à Khrouchtchev, l'histoire trop mal connue du peuple qui, sorti bien après les autres du Moyen Age, domine aujourd'hui la moitié de la race humaine. Cette histoire, d'une objectivité absolue, qui raconte en 306 pages de grand format (24x31) cette passionnante ascension, la rend sensible au lecteur par une illustra-

tion d'une richesse unique : 300 documents en noir et 36 en couleurs ! Mais seuls pourront en profiter de cette offre — car il ne reste que quelques exemplaires — les lecteurs qui enverront aujourd'hui même le bon de commande ci-contre à notre service littéraire, la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris-7<sup>e</sup> (avec faculté de retour dans les 48 heures).

BON à adresser à la Librairie PILOTE (Service T.S.)  
30, rue de Grenelle, Paris-7<sup>e</sup>

Veillez m'adresser l'HISTOIRE ILLUSTREE DE LA RUSSIE par J. Carmichael pour le prix de 25 NF au lieu de 60 NF que je règle ci-inclus en un  mandat  chèque  chèque postal joint à ce bon (ne pas l'envoyer au Centre C.C.P.) à votre compte 13.905 31.

Je garde le droit de vous retourner l'ouvrage dans son emballage d'origine dans les 48 heures, auquel cas je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom ..... Profession .....  
Adresse .....  
Signature :

HISTOIRE  
illustrée  
DE LA RUSSIE

ILLUSTREE DE LA RUSSIE

# LE PROCÈS

d'Orson Welles

UN film-événement, un film qui pourrait se désigner d'une seule lettre, par l'initiale de son personnage central : K. Cette lettre, c'est aussi le symbole de la puissance de Kane ; entre le Citoyen Kane et le Procès, la parenté est évidente. C'est de part et d'autre un monde de la démesure, de la puissance et de son corollaire : l'écrasement.

Dans le premier, Kane est un dieu qui possède un pouvoir dementiel. Dans le second, K est victime de ce pouvoir. Les deux films sont comme les deux côtés d'une même pièce de monnaie.

Welles a ajouté à la vision du monde de Kafka son optique personnelle sans trahir l'auteur le moins du monde. Au contraire, l'adaptation est remarquable. Au lieu de réduire le livre à une énigme, il l'étire en tous sens, il lui donne des prolongements actuels :

## « Peindre un cauchemar »

« J'ai restitué l'histoire en 1963. Je voulais peindre un cauchemar très ACTUEL ; un film sur la police, la bureaucratie, la puissance totalitaire de l'Appareil, l'oppression de l'individu dans la société moderne. » (Welles). Welles se refuse cependant au schéma simpliste du bourreau et de la victime.

« A mon avis, pour Kafka, Joseph K. était aussi coupable. Pour moi aussi. Une des grandes qualités du livre, c'est que Joseph K. fait partie de l'Appareil, de l'organisation. Il est fonctionnaire, chef de bureau, lui aussi est plein de morgue et de faux mystère. K est vaniteux, arriviste. Victime de l'Appareil, il essaie de lui résister, mais en même temps il est complice. »

Il faudrait pouvoir consacrer à ce film la place qu'il mérite pour en rendre compte, mais dès à présent il se situe parmi les dix meilleurs films que le cinéma ait donnés. Welles a su matérialiser un cauchemar aux dimensions vertigineuses, il a rendu sensible l'enfer de la bureaucratie, il a su peindre un homme solidaire de sa condition, il a su en dégager la responsabilité, surtout dans un système totalitaire.

## Un cri magnifique

Kafka avait prévu (il suffit de relire la Colonie pénitentiaire) le système nazi.

Le Procès de Welles est un réquisitoire contre la police, la violence, le fascisme, le fanatisme grégaire de la foule. Le Procès est un cri magnifique pour la liberté humaine et le refus de l'aliénation.

Pierre Uytterhoeven.

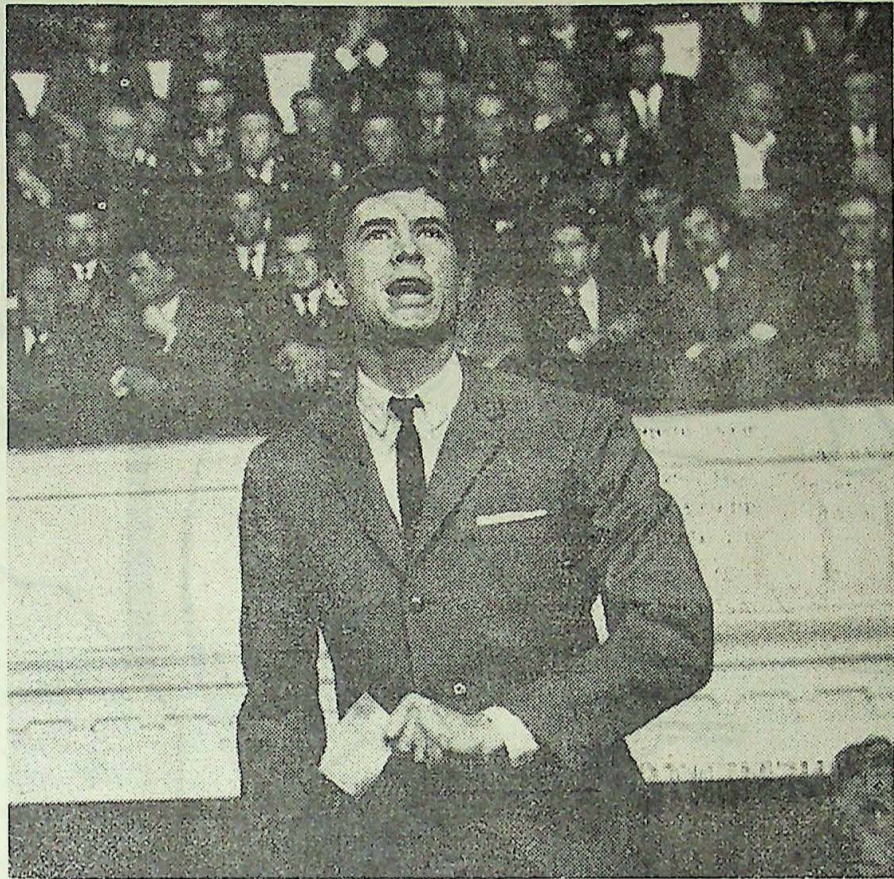
## LE FASCINANT CAPITAINE CLEGG

de Peter Graham Scott

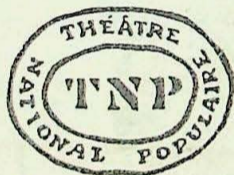
VOICI un film d'aventures qui, ayant opté résolument pour les règles du genre (exotisme, vampirisme, bagarres), réussit pleinement son but. Le capitaine Clegg, pirate ayant échappé à la pendaison dirige sous les traits d'un pasteur une organisation de contrebande dans un village des Cornouailles. L'humour de cette situation est exploité à fond ; le pirate-pasteur scande en chaire des manifestes pour un régime démocratique : diminution des impôts, refus d'héberger la Milice de Sa Majesté dans les habitations particulières, etc... Et cet idéaliste prouve la sincérité de cette exigence en montrant l'exemple : la nuit, lui et ses acolytes, déguisés en fantômes effraient soldats et curieux afin de se livrer impunément de la contrebande de l'alcool. C'est une suite de péripéties que la mise en scène, la photographie et le jeu des acteurs rendent très agréables.

Ce film appartient en propre à un cinéma de genre ; il ne trahit pas sa parenté, il en constitue au contraire un des meilleurs exemples.

P. U.



Anthony Perkins dans « Le Procès ».



## LES BALLETS ROLAND PETIT

LES conditions dans lesquelles le principe de ce festival populaire a été retenu sont telles qu'il semble difficile d'imputer à Roland Petit la totale responsabilité de ce demi-échec. Nous n'entrerons pas ici dans les détails d'organisation mais nous avons à juger du résultat.

Or la moitié du spectacle souffre visiblement d'une absence de rodage, d'un manque de cohésion d'autant plus gênant qu'il concernait le corps de ballets, soit une quarantaine de danseurs. « Palais de Chaillot », divertissement sur trois ouvertures d'Hector Berlioz (« Béatrice et Bénédict », « Le Corsaire », « Carnaval Romain ») ouvre la soirée.

Ce pourrait être amusant, frais, n'était une certaine gratuité (ondulations des hanches, frémissements des croupes) dans le désordre. En outre, il ne se dégage pas de cela le sentiment d'une technique maîtrisée : la troupe a bien du mal à se retrouver et à suivre la musique.

Le gros morceau et aussi la grande réussite tiennent dans « Maldoror ». Non que sur le plan chorégraphique il faille attendre une révélation. Roland Petit esquisse quelques pas, seul Jean-Jacques Béchade révèle une souplesse et une originalité à retenir. Mais ce qui est convaincant, c'est le ton général, l'atmosphère recréée, l'ambiance.

### Un blouson noir

Adaptation des « Chants de Maldoror » d'Isidore Ducasse, dit comte de Lautréamont, né, suppose-t-on, à Montevideo en 1846, mort à Paris en 1870. « Maldoror » se présente comme une succession d'images, de visions, ou partant parfois d'une situation réaliste, le poète divague jusqu'au mythe. Roland Petit en blouson de velours

noir, rend parfaitement l'aspect conquérant et solitaire sous lequel Lautréamont peint son personnage.

Dans les onze tableaux choisis ici il y a au moins dix réussites. L'identification de Maldoror à un pourreau, sa visite aux harpies putassières, l'envahissement des poux, l'agression de l'inconnu à l'angle des rues Colbert et Vivienne (avec tout ce que cette violence aveugle sous-entend d'équivoque dans les rapports entre de jeunes adolescents), le passage du cortège funéraire, le vampirisme de l'araignée, l'évocation de l'Océan, la lutte contre le dragon, le lac des cygnes. Et lorsque les pinces monstrueuses du crabe géant se referment sur le dérisoire Maldoror, nous nous apercevons à quel point nous avons été passionnés par sa lutte folle.

Les costumes de Yves Saint-Laurent baroques à point, la musique de Maurice Jarre lancinante, la voix superbe du récitant Jean Vilar ont contribué à créer cette cohésion.

### Une espagnolade

Attilio Labis s'étant malencontreusement foulé une cheville l'autre soir, nous n'eûmes pas droit à la paraphrase « Le Violon » sur « Les Caprices » de Paganini.

Peut-être cela aurait-il comblé le gouffre qui sépare « Rapsodie espagnole » de Maurice Ravel de « Maldoror ». Bien sûr, ici aussi, on visait la charge parodique, l'espèglerie sur une espagnolade. Mais comme tout cela était laborieux. Arrêtons-nous ici.

Et répétons que « Maldoror » vaut très largement le déplacement. Qu'il s'agit d'une courageuse tentative. D'une occasion de découvrir Lautréamont.

Jacques COPP.

Brassens à l'Olympia

## Copain Georges

MONSIEUR BRASSENS pour la première fois depuis dix ans que vous chantez (1) vous étiez souriant l'autre soir, perdu dans la lumière crue de l'unique projecteur qui vous faisait paraître encore plus seul sur cette immense scène. Vous sembliez content de voir qu'on vous aime toujours, ayant oublié la hantise de perdre votre inspiration, de perdre « les deux mille personnes pour qui vous chantez ».

N'avez crainte, ils sont plus de deux mille les gars qui vous écoutent cet hiver au coin du feu, vous, fumeur de pipe et caresseur de chats, ami des pauvres types et des filles pauvres (« Mon Prince, on a les Dames du temps jadis que l'on peut ») ; anarchiste trop doux pour lancer des bombes, grand Poète et grand Bonhomme refusant les concessions : « L'argent ne m'a pas gâché, j'ai l'eau le gaz, l'électricité, et je ne risque pas que mon propriétaire me mette à la porte... Ce ne sont pas de grandes trahisons. »

Pendant un an, retiré quelque part dans Paris, protégé par une Jeanne à qui vous venez de consacrer un chant d'amitié qui vaut toutes les chansons d'amour : « La Jeanne, par la façon qu'elle le donne, son pain ressemble à du gâteau. » Pendant un an, vous construisez mot à mot, vers à vers, ces dix chansons belles et simples qui plus qu'un troubadour — et je pèse mes mots — font de vous l'un des plus grands poètes de notre époque.

(1) Récital n°9 - 33 tours Philips  
Michel Jock.

## LES LETTRES

### « LES HEROS JUIFS DE LA RÉSISTANCE FRANÇAISE »

BOULEVERSANT témoignage sur le rôle des Juifs (1) dans la résistance française que ce livre : juste hommage à leur combat aux côtés de tous les immigrants qui, ayant choisi la terre Française comme patrie, prirent les armes au sein du peuple français pour la défense de la liberté.

Marcel Rayman, Léon Golberg, Albert Brozet, Bernard Grinbaum, Charles Wolmark ; qui se souvient encore de ces noms ? Peut-être restait-il comme seul souvenir une rue dans un village de France ou une plaque apposée à la façade d'un immeuble. Ces garçons de vingt ans, ouvriers pour la plupart, venus de la lointaine Pologne, de la Roumanie ou du Maroc, avaient un désir commun, vivre librement sur le sol Français. Aux côtés des Brossolette, Péri, des Manoukian ils se sont jetés de toutes leurs forces dans la lutte pour chasser l'occupant. Samuel Tszelmann fut avec Henri Gautherot le premier fusillé de la résistance. Pathétique lecture que les dernières lettres de ces martyrs écrites à leurs parents avant le peloton d'exécution. Livre combien douloureux, livre utile, leur combat n'est-il pas aussi le nôtre ?

(1) Edition Renouveau.

Marcel Aizertin.

## EN BREF

SIMONE de BEAUVOR ET LA LIBERTE, par Georges Hourdin (Ed. du Cerf). Georges Hourdin, directeur de la Vie catholique illustrée se consacre à Simone de Beauvoir. Accouplement monstrueux. Afin de réveiller la foi de S. de B., G. Hourdin lui conseille de lire Blondel et Duméry ! A ranger parmi les comiques.

PARTISANS, (Maspéro édit.) : La revue pose la question « Révolution Africaine ? » Angola, Niger, Cameroun, Guinée, Egypte. Le travail est sérieux, bien documenté. La réponse reste prudente.

CRITIQUE, (édit. de Minit) : Bon numéro, qui aborde le roman avec Claude Simon, la poésie, la psychanalyse, la philosophie (Merleau-Ponty) et l'architecture moderne.

Jean Charlet vous souhaite en 1963



HEUREUSEMENT...  
"QUE C'EST SURTOUT DE LA MISE EN SCÈNE!"

UNE VOITURE QUI NE

RIEN EN 62 NON A LA VIGNETTE EN 63

DES "WESTERN" MOINS DRAMATIQUES

SOIT PLUS UNE VACHE A LAIT

MITTERRAND A RAISON: JE NE ME LÈVE PLUS

JE VEUX BIEN JOUER, UN AIR MAIS PAS SOUVENT

UN PRÉSIDENT DU CONSEIL PLUS OUVERT

UNE SEMAINE DE CONGÉ PAYÉ DE PLUS

ASSEMBLEE NATIONALE

UN PRÉSIDENT UN PEU MOINS ASSIS...

Jean Charlet